


AMENAGEMENT D'UNE AGENCE CPAM LOCAL H 34 CENTRE COMMERCIAL GRAND LITTORAL MARSEILLE 13015				
Maître d'Ouvrage		CPCAM 13 CAISSE PRIMAIRE CENTRALE D'ASSURANCE MALADIE Bouches du Rhône 56 Rue Joseph Aiguier 13297 Marseille Cedex 09 martin.guillot@assurance-maladie.fr 07 71 89 98 11 jerome.blanc@assurance-maladie.fr 06 23 06 77 64 matthieu.thibaud@assurance-maladie.fr 06 60 67 86 49 samantha.bayes@assurance-maladie.fr 06 29 35 19 28		
Architecte		EXP-ART , Architecte DPLG Tel : 06 07 49 49 93 contact@exp-art-architecture.com		
Bureau d'études		BLUEPRINT INGENIERIE Tel : 06 26 84 19 60 rbouquet@blueprint-ingenierie.fr		
Bureau de Contrôle		BUREAU VERITAS Tel : 04 96 15 23 71 laurent.jouve-villard@bureauveritas.com		
CSPS		BUREAU VERITAS Tel : 04 42 37 25 02 nadege.benouar@bureauveritas.com		
SSI		SIEMENS Tel : 04 42 68 48 00 patrick.bonnaud@siemens.com nabil.litim@siemens.com		
Sprinklage		ENGIE Tel: 06 21 04 47 78 maxime.godefroy@engie.com		
DCE PRESCRIPTIONS COMMUNES				
Document	CCTP	Modifications		
		Indice	Date	Nature
Phase	DCE	A	26/12/2023	
Echelle		B	09/01/2024	
Date	Décembre 2023			

PRESCRIPTIONS COMMUNES

SOMMAIRE

1 -	GENERALITES	5
1.1	PRESENTATION DU PROJET	5
1.2	RECEPTION DES TRAVAUX.....	5
1.3	CLASSEMENT DE LA CONSTRUCTION	5
1.4	DEFINITION DE LA STRUCTURE	5
1.5	OBJET DU PRESENT CHAPITRE	5
1.6	INTERVENANTS	6
1.7	DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS	6
1.8	HYPOTHESES DE CALCUL	7
1.8.1	SURCHARGES CLIMATIQUES	7
1.8.2	SURCHARGES D'EXPLOITATION	7
1.8.3	SISMICITE.....	7
1.8.4	FISSURATION	7
2 -	IDENTIFICATION DE L'OPERATION	8
2.1	CARACTERISTIQUES DU SITE.....	8
2.1.1	SITE / ETAT DES LIEUX.....	8
2.1.2	CONTRAINTES	8
3 -	AVERTISSEMENT.....	8
4 -	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX	8
5 -	QUALITE DES TRAVAUX	8
6 -	QUALITE ET MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX ET FOURNITURES.....	9
7 -	ECHANTILLONS ET PROTOTYPES / CELLULES TEMOINS	9
8 -	PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS	9
9 -	ETUDE GENERALE ET DOCUMENTS DU PROJET	10
9.1	CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE DE CONSULTATION.....	10
9.2	NATURE DES PRIX	10
9.3	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	10
9.4	DOCUMENTS CONTRACTUELS DE REFERENCE.....	10
9.5	CONNAISSANCE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	11
9.6	REGLEMENTATIONS GENERALES	11
9.7	MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION DTU	11
9.8	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	11
9.9	REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION	11
9.10	NRA : NOUVELLE REGLEMENTATION ACOUSTIQUE	11
9.11	REGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES OUVRIERS	11
9.12	VERIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES	12
10 -	REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	12
10.1	DOCUMENTS D'EXECUTION.....	12
10.2	DOCUMENT DE DEMARRAGE DE CHANTIER	13
10.2.1	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	13
10.2.2	PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	13
10.2.3	PLANNING DES TRAVAUX.....	13

10.2.4	PLAN D'EXECUTION DES OUVRAGES	13
10.2.5	ECHANTILLONS ET SPECIMENS	13
11 -	TABLEAU DES INTEMPERIES	13
12 -	DOCUMENTS DE CHANTIER.....	13
13 -	RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS ET COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES	13
14 -	ASSURANCES	14
14.1	DELAIS DE GARANTIE / GARANTIE PARTICULIERE / ASSURANCES	14
15 -	DIVERS.....	14
15.1	DEPENSES D' INTERET COMMUN – COMPTE INTER - ENTREPRISES	14
15.1.1	DEFINITIONS	14
15.1.2	IMPUTATIONS	14
15.1.3	GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE INTER -ENTREPRISES	14
15.2	PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE	14
15.3	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	15
15.4	LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT.....	15
15.5	TRAITS DE NIVEAU	15
16 -	DOCUMENTS DONNANT LES CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX EXECUTES	16
17 -	COORDINATION - ORGANISATION MATERIELLE ET COLLECTIVE DU CHANTIER	16
17.1	REGLES PROPRES AU CENTRE COMMERCIAL	16
17.2	COORDINATION DES TRAVAUX / OPC	16
17.3	HYGIENE ET SECURITE DE TRAVAIL.....	17
17.4	ACCES EXISTANT	17
17.5	INSTALLATIONS DE CHANTIER	17
17.5.1	GENERALITES	17
17.5.2	RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES.....	18
17.5.3	UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIRIES	18
17.5.4	LIBERATION DES EMPRISES DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES VOIRIES	18
17.5.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT LES VOIRIES	18
17.5.6	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	18
17.5.6.1	AIRES DE STOCKAGE.....	19
17.5.6.2	SALLE DE REUNION	19
17.5.6.3	CANTONNEMENTS DU PERSONNEL :	19
17.5.6.4	ARMOIRE ECHANTILLONS / MAITRISE D'OEUVRE.....	19
17.5.6.5	PANNEAU DE CHANTIER / PANNEAU DE COMMUNICATION.....	20
17.5.6.6	GARDIENNAGE	20
17.5.6.7	ALIMENTATION DU CHANTIER.....	20
17.5.6.8	IMPUTATION DES DEPENSES	20
17.5.6.9	DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE	20
17.5.6.9.1	COMPOSITION	20
17.5.6.9.2	ECLAIRAGE DES LOCAUX.....	21
17.5.6.9.3	DEPLACEMENT SUIVANT PHASAGES	21
17.6	SECURITE SUR CHANTIER	21
17.7	NUISANCES DE CHANTIER	21
17.7.1	REJETS ACCIDENTELS	21
17.7.2	LIMITATION DE LA POLLUTION DE L'AIR.....	21
17.7.3	LIMITATION DE LA CONSOMMATION DE RESSOURCES	22
17.7.3.1	ELECTRICITE	22
17.7.3.2	EAU	22
17.7.3.3	CHAUFFAGE PROVISoire DE CHANTIER	22
17.8	TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER	22

17.9	RESEAUX EXISTANTS	22
17.10	PRESTATIONS DIVERSES	23
17.10.1	NETTOYAGE DE CHANTIER	23
17.10.2	NETTOYAGE FINAL	23
18 -	RESERVATIONS- SCHELEMENTS - CALFEUTREMENT	24
19 -	SOUS - TRAITANTS	24
20 -	ETANCHEITE A L'AIR.....	24
21 -	RECEPTION	24
22 -	LIMITES DE PRESTATION	25

1 - GENERALITES

1.1 PRESENTATION DU PROJET

Le présent CCTP a pour objet de définir les prescriptions générales nécessaires à la réalisation de l'opération suivante :

AMENAGEMENT D'UNE AGENCE CPAM LOCAL H 34 CENTRE COMMERCIAL GRAND LITTORAL MARSEILLE 13015

Le projet s'inscrit dans une démarche de qualité environnementale. Les entreprises devront apporter une attention particulière:

- à la gestion du chantier et des déchets avec la "charte de chantier à faibles nuisances " , pour un chantier respectueux de l'environnement et des personnes : document marché à respecter.
- à la sensibilisation des personnes intervenant sur le chantier
- à la maîtrise du bruit et des nuisances liés au chantier
- au choix des matériaux en privilégiant des matériaux à faible impact environnemental (Ecolabel, Energie grise, bois éco-certifiés, matériaux non toxiques, etc.)

1.2 RECEPTION DES TRAVAUX

Il est précisé que les travaux ne feront pas l'objet de réceptions partielles.

1.3 CLASSEMENT DE LA CONSTRUCTION

Classement

ERP 1ère catégorie de Type M, avec activité de type W pour la cellule concernée.

- Hypermarché : existant non modifié dans le cadre des présents travaux,
- MAIL : existant non modifié.
- Galerie marchande (ensemble Boutiques) abritant la cellule CPAM.

Effectif :

Personnel : 15 personnes

Public : Zone accessible au public : 322m² - Ratio 1 P/ 10m² : 32 Personnes

1.4 DEFINITION DE LA STRUCTURE

La structure du bâtiment est en béton armé.

Toiture de type bac sec.

1.5 OBJET DU PRESENT CHAPITRE

Le présent document a pour objet de définir les prescriptions communes à l'ensemble des corps d'état, à préciser les rôles des différents intervenants, à définir les prescriptions spécifiques à certains corps d'état et dont la connaissance est portée à l'ensemble des intervenants.

1.6 INTERVENANTS

MOA	CPAM <i>Martin Guillot</i> <i>Jérôme Blanc</i> <i>Matthieu Thibaud</i> <i>Samantha Arcangeli-Bayes</i>	martin.guillot@assurance-maladie.fr 07 71 89 98 11 jerome.blanc@assurance-maladie.fr 06 23 06 77 64 matthieu.thibaud@assurance-maladie.fr 06 60 67 86 49 samantha.bayes@assurance-maladie.fr 06 29 35 19 28
MOE	Exp-Art <i>Stéphane Gaudin</i> <i>Blueprint Ingénierie</i> <i>Romain Bouquet</i>	gaudin.st@gmail.com 06 07 49 49 93 rbouquet@blueprint-ingenierie.fr 0626841960
Bailleur	Klépierre <i>M Azzis</i>	06 85 75 41 42 stephane.azzis@klepierre.com
Bailleur (Org. chantier)	Klépierre <i>M Viennot</i>	06 85 40 19 53 jean-luc.viennot@externe.klepierre.com
BC	Veritas <i>Laurent Jouve-Villard</i>	04 42 37 25 00 laurent.jouve-villard@bureauveritas.com
SPS	Veritas <i>Nadège Benouar</i>	04 42 37 25 02 nadege.benouar@bureauveritas.com
SSI	SIEMENS	04 42 68 48 00 patrick.bonnaud@siemens.com nabil.litim@siemens.com
Sprinklage	Engie	06 21 04 47 78 maxime.godefroy@engie.com

1.7 DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS

Les travaux de la présente opération sont traités par corps d'état et décomposés comme suit :

- Lot N° 01
 - Chapitre 01 : Installations de chantier / Curage / Gros œuvre
 - Chapitre 02: Cloisons – Doublages – Faux-Plafonds
 - Chapitre 03: Peinture
 - Chapitre 04: Menuiseries Intérieures
 - Chapitre 05: Revêtements de sols et Murs carrelés
- Lot N° 02 : PB CVC
- Lot N° 03 : Electricité CFO CFA
- Lot N° 04 : SSI

1.8 HYPOTHESES DE CALCUL

1.8.1 SURCHARGES CLIMATIQUES

Neige et vent :

Vent selon Eurocode 1 :

- Zone 3 – Site normal
V.b.0 = 26 m/s

Neige selon Eurocode 1 :

- Zone A2 (Altitude < 200 m)
Sad = 1.00 KN /m²

1.8.2 SURCHARGES D'EXPLOITATION

Les surcharges à prendre en compte pour le calcul des structures sont celles définies par la norme EUROCODE 1. Et par le programme.

Les surcharges d'exploitation sont celles éditées dans la norme EN1991-1-1 (Eurocode 1) selon la destination des locaux.

- Hall-circulation	250 Kg/m ²
- Bureaux	250 Kg/m ²
- Vestiaires – Sanitaires	250 Kg/m ²
- Accueil	400 Kg/m ²

Nota : les surcharges d'exploitation ne comprennent pas les charges permanentes (Revêtements de sol, faux plafond, chemin de câbles, équipements techniques, ...)

NB : lors de l'établissement des plans d'exécution, l'entreprise doit intégrer dans les calculs les poids propres suivant, notamment :

- Réseaux et équipements de chauffage et ventilation
- Réseaux électrique et équipements d'éclairage

1.8.3 SISMICITE

L'opération se situe en zone de sismicité 2 (faible) et la catégorie d'importance des bâtiments est III. Nous sommes donc dans le cas d'une application obligatoire des règles Eurocode 8 :

- Accélération de référence au niveau d'un sol de type rocheux : $A_{gr} = 0,7 \text{ m/s}^2$
- Classe d'importance de l'ouvrage : III (centre commercial)
- Accélération horizontale de calcul : $A_G = 1,0 \text{ m/s}^2$
- Ductilité : DCL q = 1.5

Modélisation sismique à établir par le lot N°1. Respect des dispositions constructives parasismiques selon l'EUROCODE 8.

Dispositions particulières pour prises en compte des actions sismiques concernant les fixations de différents équipements tels que les plafonds suspendus, cloisons et tout élément rapporté (plaques et habillages divers).

1.8.4 FISSURATION

Les éléments en béton armé en façades ainsi que les éléments saillants de petites dimensions doivent être continus et sans joint de fractionnement, ils doivent être calculés selon la classe d'exposition et **les conditions de maîtrise de la fissuration** (ouverture de fissure) conformément aux règles Eurocode 2.

2 - IDENTIFICATION DE L'OPERATION

2.1 CARACTERISTIQUES DU SITE

2.1.1 SITE / ETAT DES LIEUX

L'opération se déroule dans le lot H34 du centre commercial GRAND LITTORAL à Marseille.

2.1.2 CONTRAINTES

Toutes les précautions nécessaires devront être prises pour les approvisionnements par les voies publiques et les demandes réglementaires effectuées.

L'accès chantier devra être défini sur le Plan d'Installation de Chantier, en concertation avec le coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre, le bailleur et le Maître d'ouvrage.

3 - AVERTISSEMENT

Le présent descriptif a pour but de faire connaître le programme général de construction et le mode de bâtir.

Chaque entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux éléments qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les plans et C.C.T.P. Il est expressément stipulé que ces descriptions et indications n'ont pas de caractère limitatif et que les entrepreneurs devront prévoir tous les travaux de leurs spécialités nécessaires au parfait achèvement des travaux.

En conséquence, chaque entrepreneur ne pourra en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions aux plans et C.C.T.P. pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux et installations.

4 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Chaque entrepreneur est réputé, pour l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise des offres :

- Pris pleine connaissance du plan de masse, de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que du site, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance, de leurs particularités.
- Procédé à une visite détaillée du site et pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux et accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinage, etc.)
- Contrôlé toutes les indications des documents de consultation, notamment celles données par le C.C.T.P., les plans et dessins, recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Œuvre, et également pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public.
- Chaque entrepreneur aura à sa charge l'ensemble des études d'exécution et de dimensionnement pour l'ensemble des lots. Le dossier DCE ne pouvant en aucun cas être utilisé comme tel. Pour ce faire, il réalisera l'ensemble des investigations nécessaires.

5 - QUALITE DES TRAVAUX

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes en tous points aux règles de l'Art, exempts de toutes malfaçons et présenter toute la perfection souhaitée. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils sont refusés, démolis et remplacés aux frais de l'Entrepreneur concerné.

L'entreprise est également responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, des fautes et malfaçons commises par ses agents ou ouvriers dans la fourniture et l'emploi de matériaux.

6 - QUALITE ET MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX ET FOURNITURES

La qualité, la façon et la mise en œuvre des fournitures et matériaux doivent être conformes aux stipulations contenues dans les différentes pièces du Marché. Elles doivent satisfaire aux dispositions des normes françaises homologuées. L'entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité de matériaux, et de fournir tous les échantillons qui lui seraient demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le C.C.T.P.

Dans tous les cas où les mots "équivalent ou similaire" sont employés dans le C.C.T.P., l'entrepreneur doit soumettre le produit à substituer et le nom du fabricant, au Maître d'Œuvre qui appréciera s'il y a équivalence ou similitude.

Les fiches techniques seront remises pour visa en papier et PDF lors de la présentation des échantillons ou choix de matériaux pour visa de la Maîtrise d'œuvre en vue de la constitution du DOE.

7 - ECHANTILLONS ET PROTOTYPES / CELLULES TEMOINS

Sur simple demande du Maître d'œuvre, les entrepreneurs doivent fournir les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou équipements devant être utilisés pour l'exécution de leurs travaux et répondant aux prescriptions des pièces du marché.

Ces échantillons seront présentés avec leur environnement immédiat et totalement équipés y compris équipés des ouvrages connexes fournis par un autre corps d'état.

Ces prototypes et échantillons seront modifiés autant que de besoin jusqu'à l'accord définitif du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle. L'ensemble des prototypes et échantillons sera conservé durant toute la durée du chantier et stocké en un lieu d'accès aisé.

Les fiches techniques seront remises pour visa en papier et PDF lors de la présentation des échantillons ou choix de matériaux pour visa de la Maîtrise d'œuvre en vue de la constitution du DOE.

8 - PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS

L'entrepreneur est toujours tenu de respecter, dans l'exécution de ses travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dans la mesure où ils concernent ses travaux, dont notamment les suivantes :

- Code civil ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code du travail ;
- Règlement national d'Urbanisme (RNU) ;
- Règlement sanitaire départemental et/ou national ;
- Réglementations sécurité incendie ;
- Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers ;
- Réglementations acoustiques, dont NRA ;
- Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Textes concernant les déchets de chantier ;
- Législation concernant les travaux de désamiantage ;
- Règlements relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) ;
- Cahier des Charges DTU et les règles DTU, ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou erratum ;
- Cahier des Prescriptions provisoires ou Techniques isolées, éditées par le CSTB, ayant valeur de
- Cahiers des Charges DTU ;
- Les normes Françaises de l'AFNOR ;
- Les normes Européennes ; EUROCODES
- Le répertoire des éléments et ensembles fabriqués du bâtiment (REEF) ;
- Règles professionnelles et Avis techniques du CSTB ;

- Arrêtés du Préfet du Département ;
- Les lois, arrêtés, décrets, relatifs à la protection des bâtiments contre l'incendie, à l'isolation phonique et thermique plus particulièrement (sans que cette liste soit limitative) et à tout autre texte réglementaire et législatif ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

NOTA : Bien que ces documents ne soient pas joints, ils sont sensés être connus des entrepreneurs et font partie intégrante des pièces contractuelles du marché.

L'entrepreneur sera donc tenu de s'y conformer. Dans le cas où les ouvrages décrits pourraient différer ou comporter des indications opposées à celles des normes citées, l'entrepreneur devra toujours en informer le Maître d'Œuvre.

9 - ETUDE GENERALE ET DOCUMENTS DU PROJET

9.1 CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE DE CONSULTATION

Se référer au CCTP

9.2 NATURE DES PRIX

L'entreprise s'engage sur un montant global et forfaitaire pour la réalisation des travaux faisant l'objet du présent appel d'offres.

L'entreprise remet une DPGF.

Les quantités d'ouvrage sont renseignées par l'entreprise et restent sous sa responsabilité : les quantités figurant dans le DPGF sont données à titre indicatif.

9.3 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Les CCTP ont pour objet de faire connaître le programme général des travaux et de définir leur mode d'exécution. Ils n'ont aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, l'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le CCTP contractuel.

9.4 DOCUMENTS CONTRACTUELS DE REFERENCE

Obligations contractuelles

Seront documents contractuels pour l'exécution des présents marchés, tous les documents énumérés ci-dessous :

- Les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU devenus CCTG approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules interministériels CCTG;
- Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ;
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages ;
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.
- La charte de chantier à faibles nuisances, pour un chantier respectueux de l'environnement et des personnes.

9.5 CONNAISSANCE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date précisée au CCAP ou à défaut celle découlant des clauses du CCAG.

9.6 REGLEMENTATIONS GENERALES

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres États de la Communauté européenne, les documents techniques unifiés (DTU) prennent progressivement le statut officiel de normes. Ces DTU à statut de normes sont précisés dans les CCTP des différents lots. Les normes EN connues sont visées dans les CCTP.

9.7 MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION DTU

Pour les matériaux et procédés " non traditionnels " ou " innovants " qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique ;
- Agréments européens ;
- Ou, à défaut, aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Les procédures ATEX sont refusées.

9.8 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

L'entrepreneur est tenu de respecter la Circulaire 73.178 du 5.10.1973 et l'Arrêté du 19.12.1975 : classification des matériaux, éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu, définition des méthodes d'essais.

9.9 REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION

Code de la Construction et de l'habitation du 31.05.1978.

- Articles R.123.1 à R. 123.55
- Articles R.152.4 et R.152.5

9.10 NRA : NOUVELLE REGLEMENTATION ACOUSTIQUE

L'entrepreneur devra tenir compte des préconisations acoustiques figurant dans la nouvelle réglementation acoustique.

9.11 REGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES OUVRIERS

Le règlement sanitaire départemental type, annexé à la circulaire du 09.08.1978 du Ministère de la Santé et de la Famille, et modifié.

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra. Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

À ce sujet, il est rappelé l'autorité du coordinateur sur le chantier : en cas de non-respect des règles définies au PGCSPS et des PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordinateur pourra mettre en demeure l'entreprise de remédier aux manques constatés, copie sera transmise au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le coordinateur en informera le maître d'ouvrage par écrit, qui statuera sur l'arrêt ou non de l'entreprise.

En cas de risque grave et immédiat, le coordinateur aura autorité pour arrêter une entreprise si les règles de sécurité définies dans le PGCSPS, mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route ou des riverains, n'est pas respectée.

Le coordinateur disposera alors d'un délai de vingt-quatre heures pour donner son feu vert de redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les organismes associés (CRAM, inspecteur du travail, OPPBTP) et le contrôle extérieur si nécessaire seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax, de tout arrêt des travaux, précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le registre journal.

Sécurité des ouvriers contre les chutes

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

- Décret 2004-924 du 01 septembre 2004 et incéré dans le nouveau Code du Travail livre IV en 2008 ;
- DTU n° 43.3 - Annexe B.

9.12 VERIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

L'entrepreneur est tenu, avant toute exécution, de vérifier tous les documents graphiques qui lui seront remis.

Il signalera en temps utile au Maître d'Œuvre, les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel ces ouvrages sont destinés.

En cas d'erreurs, d'insuffisance de cotes, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'Œuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans. L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs, ainsi que des modifications qu'entraîneraient un oubli ou l'inobservation de cette clause.

Les plans de détails établis à plus grande échelle, prévaudront sur les autres.

10 - REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

10.1 DOCUMENTS D'EXECUTION

L'entrepreneur doit prendre en compte, dans le cadre de son offre, l'ensemble des études d'exécution pour l'ensemble des prestations et notamment : structure (béton et métal), VRD, chauffage, ventilation, plomberie, électricité, etc. Ces études devront être exécutées par des BET spécialisés si l'entreprise n'en a pas les compétences.

Avant toute exécution, l'entrepreneur est tenu de soumettre ses plans, épures d'exécution, notes de calculs et notices explicatives au visa de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

Tout changement imposé par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle, à quelque moment que ce soit, ne pourra changer en rien le prix de la soumission de l'entrepreneur, si l'entreprise ne présente pas en temps utile les objections écrites et motivées.

Si l'entreprise omet de soumettre au Maître d'Œuvre les documents visés au présent article, elle est entièrement responsable des conséquences de ces omissions.

Elle est également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive nécessitée par leur mise au point.

10.2 DOCUMENT DE DEMARRAGE DE CHANTIER

10.2.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Dans un délai de 15 jours suite à la réception de l'Ordre de Service de préparation de chantier, l'entreprise mandataire du lot n°1 doit élaborer en relation avec le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre et en lien avec les prescriptions du bailleur, le plan d'installation de chantier. Chaque entreprise remet ses besoins au titulaire du lot n°1 qui finalise le Plan d'Installation de Chantier.

L'installation, la maintenance et le fonctionnement de tous ces équipements sont à charge de l'entreprise titulaire du lot N°01 CH 01 Gros œuvre.

10.2.2 PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Se référer au PGC

10.2.3 PLANNING DES TRAVAUX

Se référer au CCAP. Chaque entrepreneur remettra à l'OPC ses délais d'exécution sous forme de calendrier détaillé des travaux.

10.2.4 PLAN D'EXECUTION DES OUVRAGES

Se référer au CCAP

10.2.5 ECHANTILLONS ET SPECIMENS

Se référer au CCAP

11 - TABLEAU DES INTEMPERIES

Non concerné.

12 - DOCUMENTS DE CHANTIER

Les entrepreneurs fourniront un exemplaire de l'ensemble des documents suivants :

- Documents contractuels
- Plans et documents d'exécution tenus à jour

Ces documents resteront au bureau de chantier, à la disposition du Maître d'Œuvre. Ces documents pourront être consultés aux rendez-vous de chantier.

13 - RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS ET COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES

Les entrepreneurs doivent se mettre en rapport avec tous les services intéressés et en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution de ses travaux.

Ils doivent se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou des organismes désignés par eux (Consuel par exemple). Ils doivent fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandés. Il devra :

- Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures.
- Transmettre au Maître de l'Ouvrage, tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ses contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations.
- Obtenir tous les certificats de conformité utiles et régler tous les frais nécessaires pour les opérations de contrôle ou de vérification, signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions.

Les entrepreneurs doivent au moment opportun, de leur propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents, afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations. Les accords et autorisations administratives sont entièrement à la charge des entreprises.

14 - ASSURANCES

14.1 DELAIS DE GARANTIE / GARANTIE PARTICULIERE / ASSURANCES

Se reporter au CCAP.

15 - DIVERS

15.1 DEPENSES D'INTERET COMMUN – COMPTE INTER - ENTREPRISES

Les dépenses d'intérêt commun et le compte inter-entreprises seront traités selon les dispositions de la norme NF P 03-001. L'entreprise titulaire du lot principal (lot n°1), aura à sa charge la gestion du compte inter-entreprises. Se référer au CCAP.

15.1.1 DEFINITIONS

Lorsque plusieurs entrepreneurs, ayant ou non un lien juridique entre eux, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, certains d'entre eux sont amenés à exposer des dépenses dans l'intérêt commun. Ces dépenses sont couvertes par le prix du marché.

15.1.2 IMPUTATIONS

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par l'Annexe A de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit "compte inter-entreprises", géré et réglé comme il est dit ci-dessous. (Annexe A applicable selon la norme NFP03-001 aux bâtiments neufs, définit les dépenses qui sont mises à la charge d'un lot déterminé et celles qui doivent être portées au compte prorata du chantier).

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

15.1.3 GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE INTER -ENTREPRISES

Une convention particulière est à soumettre, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte inter-entreprises.

Quinze jours après la Réception des travaux l'entreprise transmet au Maître d'œuvre le quitus du compte inter-entreprises annexé au projet de Décompte Final.

15.2 PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

- Toutes les installations de chantier propres à ses prestations ;
- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à leur charge selon CCAP ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux grande hauteur ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravats de ses travaux et les nettoyages après travaux ;

- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte inter- entreprises, le cas échéant
- Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

15.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé, par le fait d'avoir remis son offre :

- S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris une parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

15.4 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Toutes les entreprises fourniront à la maîtrise d'œuvre tous renseignements en ce qui concerne leurs ouvrages ;
- Chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A l'exécution des ouvrages, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

15.5 TRAITS DE NIVEAU

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, le titulaire du lot n°1 CH 01 «Gros œuvre» devra à ses frais :

- Porter, à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le titulaire également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

Interdiction de marquer à demeure le trait de niveau en façade

16 - DOCUMENTS DONNANT LES CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX EXECUTES

En fin de chantier, à la réception, l'entrepreneur fournira l'ensemble des DOE (nombre et nature selon CCAP) constitués des éléments suivants :

- Fiches techniques et procès-verbaux des matériaux et matériels.
- Plans des ouvrages exécutés avec mention «DOE».
- Les entrepreneurs des lots : "Plomberie, Chauffage, Ventilation, Electricité", fourniront les schémas d'installation avec indications des appareils et équipements (robinets, interrupteurs, etc.).
- Notices en traduction française s'il y a lieu, de fonctionnement et d'entretien.
- Liste de l'ensemble des équipements, en vue de leur remplacement éventuel, indiquant la désignation exacte, le nom et l'adresse des fournisseurs.
- Tous les documents constituant les DOE seront remis en 4 exemplaires papier dont 1 reproducible (1 exemplaire destiné au Maître d'œuvre, les 2 autres et le reproducible au Maître d'Ouvrage).

17 - COORDINATION - ORGANISATION MATERIELLE ET COLLECTIVE DU CHANTIER

17.1 REGLES PROPRES AU CENTRE COMMERCIAL

BENNES

Les bennes ne sont pas autorisées sur le parking client entre 08h00 et 22h00 et ne doivent pas rester la nuit la limite de charge est de 3T sur parking et de 10T sur la voie centrale.

Il n'y a pas de prestataire imposé, le centre recommande Paprec

TRAVAUX BRUYANTS

Les travaux bruyants s'effectueront la nuit, en particulier :

- Démolition
- Création de sous œuvre
- Réalisation de carottage

EVACUATION DES ENCOMBRANTS

L'évacuation des déchets par le mail est interdit de jour

L'évacuation des déchets par la porte donnant sur parking est possible de jour, si petit chargement emballé et enlèvement par camion-plateau stationné devant boutique.

L'agent de sécurité au frais de l'entreprise est nécessaire si évacuation de nuit avec ouverture du centre.

L'agent de sécurité n'est pas obligatoire si évacuation de nuit par la porte donnant sur parking.

DEMANDE D'AUTORISATION D'ACCES

Les demandes d'accès doivent être formulées par mail avec différentes pièces (autorisation de travail, carte identité, immatriculation véhicule, etc...)

Les entreprises se référeront également aux documents suivants joints au présent DCE :

- CPTAE
- REGLEMENT INTERIEUR CENTRE COMMERCIAL GRD LITTORAL
- DOSSIER TRAVAUX BOUTIQUES

17.2 COORDINATION DES TRAVAUX / OPC

Cette mission est à la charge de la MOA. Les tâches seront plus particulièrement les suivantes :

- Etablissement des listes et des calendriers dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.
- Tenue à jour de la nomenclature et du dossier des plans "bon pour exécution" ainsi que la liste des échantillons approuvés.
- Pointage des calendriers.
- Contrôle des engagements et des accords des différents intervenants ayant une incidence sur les délais.
- Relances des entreprises et autres intervenants et vérification des moyens.
- Actions correctives et planification des rattrapages des retards. Recalage des calendriers.
- Bilan général mensuel d'avancement et de respect des délais : Visa de l'avancement des situations avant dépôt sur CHORUS.
- Elaboration du calendrier de finition des travaux, des opérations préalables aux réceptions, des levées de réserves.
- Rapport de fin de chantier.
- Contacts avec les organismes extérieurs et concessionnaires.
- Organisation et animation des réunions hebdomadaires de coordination, diffusion des comptes rendus.
- Participation aux rendez-vous de chantier.
- Se référer au CCAP

17.3 HYGIENE ET SECURITE DE TRAVAIL

Conformément à la loi 93.1418 du 31.12.93 et au décret 94.1159 du 29.12.94 et au CCAP, la réalisation des travaux est soumise à la présence d'un coordonnateur sécurité santé dont le rôle sera de :

- Elaborer et tenir à jour le plan général de coordination
- Procéder avec chaque entreprise à une visite préalable du chantier
- Préciser aux entreprises les consignes de sécurité santé
- Examiner et harmoniser les PPSPS
- Veiller à la mise en œuvre des principes de prévention
- Organiser et contrôler la coordination des activités
- Prendre les dispositions pour le contrôle des accès de chantier.
- La tenue d'un registre journal par le coordonnateur.
- La constitution d'un dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage remis sous procès-verbal par le coordonnateur au maître d'ouvrage à la réception de l'ouvrage.
- Elaboration par l'entreprise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé et remise au coordonnateur et au maître d'ouvrage dans un délai de trente jours à compter de la notification du marché.

17.4 ACCES EXISTANT

Durant toute la durée des travaux, l'accès existant devra être maintenu et demeurer libre de tout encombrement 24h/24.

17.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

17.5.1 GENERALITES

Les clôtures de chantier (à la charge du lot n°1) seront maintenues en état durant toute la durée des travaux et suivant l'organisation des travaux.

Ces dispositions qui sont imposées présentent un minimum de protection. Il conviendra à l'entrepreneur titulaire du lot 01 de les compléter suivant les instructions du Maître d'ouvrage, du Maître d'Œuvre et du coordonnateur SPS.

17.5.2 RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES

Pour les abords, livrés en parfait état de propreté, un procès-verbal de prise en charge sera dressé, précisant l'état exact des lieux qui est remis à l'Entrepreneur titulaire du lot 01 à l'ouverture du chantier.

Ce procès-verbal est établi à partir d'un constat d'huissier à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot 01 qui porte notamment sur l'état des existants qui seront à restituer.

17.5.3 UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIRIES

L'entrepreneur titulaire du lot n°01 Gros œuvre aura à prendre toutes dispositions auprès des Services concernés par la circulation notamment la Direction Technique du centre commercial, afin d'obtenir les diverses autorisations de modifications, de voiries, d'accès chantier, et devra en tenir compte dans l'ordonnancement du chantier, y compris l'entretien des marquages au sol et des panneaux de signalisation, et cela de manière interactive.

Les itinéraires engins de chantier, tant pour les approvisionnements que pour l'évacuation des déblais, sont sous le contrôle du contrôleur SPS en fonction des impératifs.

L'entreprise du lot 01 a à sa charge l'établissement et l'entretien, sur les voies ouvertes à la circulation, au droit des entrées et sorties de chantier, de la signalisation routière indispensable. A sa charge aussi le nettoyage des abords et chaussées de part et d'autre du chantier. L'entretien doit être effectué pendant la durée des travaux TCE.

Tout manquement de l'entrepreneur à ces obligations entraîne de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures :

- La fermeture des accès de chantier
- Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise au choix du maître d'œuvre, aux frais et dépens de l'entreprise du lot n°1.

17.5.4 LIBERATION DES EMPRISES DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES VOIRIES

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, chaque entrepreneur procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition.

La libération des abords et la remise à la circulation des voies feront l'objet d'un procès-verbal de constat d'état des lieux contradictoirement entre l'entrepreneur, le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage.

17.5.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT LES VOIRIES

L'installation de chantier est à la charge de l'entreprise du lot principal (lot n°1). L'entreprise devra établir un plan d'installation de chantier, en accord avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier et conforme aux dispositions du planning.

Ce plan sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du coordinateur d'hygiène et sécurité. Après approbation, les entreprises seront autorisées à procéder à l'installation du chantier.

L'entreprise mandataire du lot 01 prendra à sa charge les éléments qui suivent, récapitulés dans un plan qui précisera les différentes phases de travaux et toute évolution des éléments suivants :

- la clôture de chantier et ses déplacements éventuels à l'évolution des travaux,
- Les accès chantier et salle de réunion,
- L'implantation de moyens de levage,
- les zones de stockage et accès pour approvisionnement,
- L'implantation des salles de réunion et baraques d'entreprises (dépôts et cantonnement du personnel),
- L'implantation des vide-gravois, bennes à déchets,
- Les réseaux d'éclairage intérieur.

Les entreprises assureront toutes responsabilités sur son usage, notamment en matière de sécurité.

17.5.6 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Installations de chantier rendues obligatoires par les lois et décrets du code du travail

- loi n° 93 1418 du 31/12/93
- décret n° 94 1159 du 26/12/94
- décret n° 95 543 du 04/05/95 (R 4532-77 à R 4532-94 du nouveau Code du Travail applicable depuis 2008 livre IV)
- Art R 4528-1 à 37

17.5.6.1 AIRES DE STOCKAGE

Elles seront implantées sur le plan d'installation de chantier, en fonction des besoins de toutes les entreprises et des possibilités du site suivant phasage.

L'entreprise du lot principal assurera, à ses frais, l'entretien, la remise en état du sol, les déplacements en cours de chantier des aires qui sont affectées.

L'entreprise ne peut élever aucune réclamation au cas où il ne serait pas possible de lui affecter une aire de stockage sur le site du chantier. Elle fera son affaire de toute solution de remplacement dont elle informera le Maître d'œuvre. Le plan d'installation de chantier sera fourni par le titulaire du lot n°1.

17.5.6.2 SALLE DE REUNION

Une salle de réunion sera aménagée par l'entreprise du lot n°1 dans la future salle de repos (localisation à confirmer avec le contrôleur SPS et le Maître d'œuvre).

Elle comportera obligatoirement :

- Salle de réunion dimensionnée et équipée comme suit :
 - une table de réunion modulable permettant à 15 personnes de se tenir assises en périphérie
 - le nombre de chaises suffisant (15 chaises) empilables
 - une armoire fermant à clés
 - l'affichage de l'ensemble des plans du projet et leur maintien en état de consultation pendant toute la durée du chantier ainsi qu'un exemplaire de ces plans conservés en classeur
 - l'ensemble des pièces écrites CCTP et DPGF des différents lots en classeur avec intercalaire de consultation pour chaque lot et maintenu en état de consultation pendant toute la durée du chantier
 - le chauffage, climatisation et éclairage de la salle de réunion : éclairage commandé par horloge.
- Au regard du COVID respect du guide OPPBTP en vigueur au démarrage du chantier avec notamment un nettoyage quotidien, poubelle et gel hydro alcoolique dans la salle de réunion (à la charge du lot n°1)

Nota : cette salle de réunion sera maintenue propre pendant toute la durée du chantier (compte inter entreprises) et sera notamment nettoyée préalablement à chaque réunion de chantier. Elle portera l'indication clairement lisible : « Interdiction de fumer ».

17.5.6.3 CANTONNEMENTS DU PERSONNEL :

- Prestation à la charge du lot n°1
- Conforme aux prescriptions du PGC (pièces établies par le coordinateur SPS)
- Les entreprises veilleront au confort de ces installations (isolation thermique et phonique, chauffage, etc.)
- Ces installations seront installées dans l'enceinte du chantier et amenées à être déplacées éventuellement selon phasage :
 - Cantonnements pour un personnel totalisant 15 personnes
 - des vestiaires équipés d'armoires et une zone réfectoire
 - 1 défibrillateur
- Nettoyage de ces cantonnements à la charge du lot n°1.

17.5.6.4 ARMOIRE ECHANTILLONS / MAITRISE D'OEUVRE

Il sera installé, par l'entreprise du lot n°1 Gros œuvre, une armoire à échantillons, fermant efficacement à clé, permettant de recevoir, au fur et à mesure de leur présentation, tous les échantillons nécessaires au Maître d'œuvre pour proposer au Maître d'Ouvrage les matériaux à mettre définitivement en œuvre.

17.5.6.5 PANNEAU DE CHANTIER / PANNEAU DE COMMUNICATION

Cette prestation est à la charge du mandataire du lot 01 y compris dépose en fin de chantier.

Le panneau comportera les indications suivantes :

- Nature de l'opération et durée probable du chantier + texte explicatif complémentaire que pourrait souhaiter le Maître d'ouvrage et/ou le bailleur, logo et toutes autres informations.
- Maîtrise d'ouvrage,
- Maîtrise d'oeuvre,
- Entreprises
- Bureau de contrôle,
- Coordonnateur sécurité, protection de la santé.

Fourniture et pose d'un panneau de communication comportant les chartes graphiques et logos du maitre d'ouvrage et du bailleur.

17.5.6.6 GARDIENNAGE

Il n'est pas prévu de gardiennage sur cette opération.

Chaque entreprise doit le gardiennage de ses propres installations de chantier.

L'opportunité d'un gardiennage physique pourra être porté au compte prorata si les entreprises du comité de gestion du compte prorata en éprouve le besoin

17.5.6.7 ALIMENTATION DU CHANTIER

Il sera prévu à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°03 Electricité :

- Demande de branchement du compteur chantier Tarif Jaune auprès des services ERDF
- Mise en place du coffret de coupure en limite de propriété
- Fourniture du tableau général électrique de chantier, judicieusement implanté
- Il sera prévu des protections dans le coffret général chantier pour les départs des TD secondaires chantier à la charge du lot 03 Electricité (2 coffrets prévus).
- Installation de signalisation de la sécurité du chantier vis à vis de l'établissement

Il sera prévu à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°02 Plomberie:

Mise en place d'un réseau d'eau pour alimentation du chantier comprenant :

- Compteur EF général existant : relevé contradictoire à faire avec le responsable technique du site
- Mise en place d'un robinet chantier avec bêche de rétention

17.5.6.8 IMPUTATION DES DEPENSES

Dépenses de consommations (eau, électricité, etc...) gérées par l'entreprise mandataire du lot n°1. Les dépenses seront intégrées au compte inter-entreprises. Il en est de même pour le nettoyage des cantonnements pendant toute la durée du chantier.

17.5.6.9 DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE

La mise en œuvre et l'entretien du réseau d'énergie électrique du chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot 03 Electricité. Ces installations devront être réceptionnées par un bureau de contrôle agréé.

17.5.6.9.1 Composition

Ces installations sont à raccorder sur réseau EDF avec comptage. Les demandes de raccordement sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot 03 Electricité.

- Un réseau basse tension alimentant les installations extérieures à la charge du lot n°1 Gros œuvre
 - bureaux
 - sanitaires de chantier
 - cantonnements
 - éclairage des zones de circulations, stockage
 - etc.

17.5.6.9.2 Eclairage des locaux

L'éclairage sera assuré en 220 volts et réalisé de telle sorte qu'il soit possible d'accéder à tous les locaux ;

L'entreprise titulaire du lot n°3 Electricité a, à sa charge, la mise en place des câbles et appareils d'éclairage au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

17.5.6.9.3 Déplacement suivant phasages

Les déplacements de tout ou partie de ces installations sont assurés par le lot 01 et le lot 03 Electricité (installations intérieures)

17.6 SECURITE SUR CHANTIER

L'entreprise mandataire du lot n°1 est tenue d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire, aussi bien vis-à-vis des tiers que du personnel travaillant sur le chantier. Les zones de travaux devront être parfaitement signalisées et interdites au public, l'entreprise mandataire du lot n°1 prenant à cette fin toutes dispositions utiles.

L'entreprise mandataire du lot n°1 aura également à sa charge :

- Fermeture du chantier :
 - La fermeture du chantier sera assurée par le mandataire du lot n°01 pendant la durée des travaux et ce jusqu'à la Réception des travaux.

17.7 NUISANCES DE CHANTIER

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la "charte de chantier à faibles nuisances (Annexe 3 CCTP Lot 00), pour un chantier respectueux de l'environnement et des personnes" et la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier ;
- Les poussières générées ;
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- Les salissures des voies publiques.

17.7.1 REJETS ACCIDENTELS

Le **responsable général chantier à faibles nuisances (Lot n°1)** s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un kit de dépollution (traitement des déversements accidentels) et d'une bâche étanche mobile. Il sera formé à son utilisation et établira une fiche de non-conformité en cas d'utilisation qui sera transmise au Maître d'Œuvre.

Les matériaux souillés par des produits polluants seront évacués vers un lieu de traitement agréé.

17.7.2 LIMITATION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Les mesures complémentaires suivantes seront observées :

- Les matériels de ponçage et de découpe seront munis d'un aspirateur.
- Les découpes de polystyrène expansé se feront obligatoirement au fil chaud pour limiter la « neige ».
- Les bennes à déchets légers ne permettront pas l'envol de poussières et de déchets (bennes fermées).
- Le déballage des matériaux devra se faire obligatoirement à proximité d'un moyen de collecte interne au chantier ou d'une benne appropriée.
- Les boîtes de réservation en polystyrène seront interdites.
- Tout feu sera interdit sur le chantier.

17.7.3 LIMITATION DE LA CONSOMMATION DE RESSOURCES

Les entreprises, dans le cadre de la convention prorata, mettront en place les moyens utiles à l'approvisionnement mesuré en eau et en énergie.

17.7.3.1 ELECTRICITE

- Un zonage des installations d'éclairage du chantier permettra une utilisation au plus juste de cette énergie. Seules les circulations seront éclairées en permanence, l'éclairage du reste du chantier se fera à l'aide d'appareils portatifs.
- L'éclairage provisoire du chantier devra être réalisé à partir de lampes basse consommation.
- L'alimentation des cantonnements de chantier sera géré par horloge programmable (coupure la nuit et week-end).
- Des fermes portes seront mis en place sur toutes les portes des locaux chauffés du cantonnement de chantier.

17.7.3.2 EAU

- Des sous-comptages pour l'eau sont à mettre en place pour suivre la consommation du chantier et des cantonnements.
- Les tuyaux d'eau devront être équipés de raccords rapides qui coupent l'eau automatiquement après déconnexion.
- Les lances des tuyaux d'eau seront équipées de système d'ouverture du jet par flexion.

17.7.3.3 CHAUFFAGE PROVISoire DE CHANTIER

- Dans la mesure du possible, le chauffage provisoire de chantier est à éviter.
- Dans le cas contraire, les appareils utilisés pour chauffer devront avoir des rendements élevés. Préférer des moyens de production centralisés.
- Avant de chauffer, le bâtiment devra être hors d'air (calfeutrement des gaines, réservations...). Des bâches au niveau les zones de travail seront mises en places si besoin.

17.8 TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER

Les entreprises seront responsables de l'enlèvement et du tri de leurs déchets.

17.9 RESEAUX EXISTANTS

Le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre remettront à l'entreprise à titre indicatif un plan des réseaux existants. Les entrepreneurs concernés devront procéder au contrôle de ce plan et matérialiser sur le site les différents tracés.

En l'absence d'un plan des réseaux, les entrepreneurs concernés seront tenus de prendre toutes dispositions pour connaître les réseaux éventuellement présents et leurs tracés par toutes méthodes de leur choix, dont notamment la consultation des différents concessionnaires pouvant être missionnés. Les entrepreneurs concernés établiront alors un plan de ces réseaux, et ils matérialiseront les différents tracés sur le site.

L'entrepreneur prendra les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux de toute nature, existantes en service et qui assurent le fonctionnement des bureaux. Il devra prévenir par lettre recommandée, quinze jours au moins à l'avance, les différents services ou compagnies intéressés du commencement de ces travaux afin de prendre les mesures en conséquence. Il devra les informer immédiatement des dégradations ou accidents pouvant survenir à leurs ouvrages.

17.10 PRESTATIONS DIVERSES

17.10.1 NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier devra être constamment tenu en état de propreté. Aussi, chaque entreprise devra quotidiennement, le nettoyage, la descente et l'enlèvement des déchets, provenant des travaux.

L'entreprise titulaire du lot 01 aura à sa charge la gestion du nettoyage pendant toute la durée du chantier ainsi que la gestion du Compte Prorata.

Durée prévisionnelle : 3 mois

Ce nettoyage sera effectué ½ journée par semaine et sera pris en compte au titre du compte prorata

Toutefois, chaque entreprise doit le nettoyage de ses zones d'intervention et d'une manière générale le ramassage de tous ses déchets.

Chaque corps d'état est tenu de nettoyer et d'évacuer ses déchets quotidiennement.

En cas de négligence de la part d'une entreprise, qui est jugée défaillante par le coordonnateur SPS ou le Maître d'œuvre, une entreprise extérieure de nettoyage sera mandatée pour effectuer le nettoyage. Ces frais seront portés à la charge de l'entreprise défaillante.

Tout nettoyage complémentaire sera imputé à l'entreprise fautive.

17.10.2 NETTOYAGE FINAL

Le titulaire du lot 01 ch 03 - Peinture aura à sa charge les nettoyages de fin de chantier et de livraison en 2 phases comme suit :

Nettoyage OPR (Opérations Préalables à la Réception) - Nettoyage à effectuer avant les pré-réceptions, dans tous les locaux:

- balayage de l'ensemble de sols, décrottage des joints
- nettoyage de l'ensemble des sols : nettoyage ménagé effectué par l'intermédiaire de balai ménage, aspirateur et serpillière.
- nettoyage des menuiseries et des vitrages aux 2 faces, y compris grattage et nettoyage des pièces d'appui
- nettoyage des faïences avec lavage et essuyage
- nettoyage des appareils sanitaires, robinetteries et miroirs
- nettoyage des quincailleries, des appareillages électriques, des luminaires, des radiateurs
- époussetage des portes, plinthes, baies, etc.
- évacuation de tous les gravats

Nettoyage de LIVRAISON - Nettoyage à effectuer avant les réceptions des locaux :

- balayage et lavage sols, décrottage des joints
- nettoyage de l'ensemble des sols : nettoyage ménagé effectué par l'intermédiaire de balai ménage, aspirateur et serpillière
- nettoyage des menuiseries et des vitrages aux 2 faces, y compris grattage et nettoyage des pièces d'appui

- nettoyage des faïences avec lavage et essuyage
- nettoyage des appareils sanitaires, robinetteries et miroirs
- nettoyage des quincailleries, des appareillages électriques, des luminaires, des radiateurs
- époussetage des portes, plinthes, baies, etc.
- évacuation de tous les gravats
- balayage des terrasses extérieures
- enlèvement de tous les débris

Il est signalé que l'entrepreneur devra protéger les robinetteries et tubes chromés par l'application d'une couche de graisse de façon que ces parties ne soient pas détériorées par les vapeurs d'acide ou autres lors du nettoyage des revêtements ou carrelages.

L'entrepreneur sera tenu pour responsable des détériorations qui pourraient résulter de la non observation de cette prescription.

Les défauts de nettoyage, s'il y a lieu, sont réparés dans les 24 heures.

Les ouvrages qui auraient été détériorés pendant les travaux de nettoyage seront remis en état aux frais de l'entrepreneur responsable.

En cas de défaillance, le maître d'œuvre pourra ordonner à tout moment et sans délai, après mise en demeure, le nettoyage de chantier aux frais et risques de l'entrepreneur.

18 - RESERVATIONS- SCHELEMENTS - CALFEUTREMENT

L'entrepreneur titulaire du lot 01 ch 01 GO exécutera à ses frais toutes les réservations omises figurant sur les plans béton, visés par le Maître d'œuvre et le Bureau de contrôle. En cas d'oubli par un autre lot lors des demandes de réservations, les prestations nécessaires seront à la charge du dit lot.

19 - SOUS - TRAITANTS

L'attention des entreprises est particulièrement attirée sur les conditions de présentation et d'agrément des sous-traitants :

- Références et qualifications suffisantes
- Délai d'examen du dossier et d'acceptation du sous-traitant suffisant
- L'entreprise devra présenter les dossiers d'agrément des sous-traitants suffisamment tôt pour que tout refus du maître d'ouvrage soit sans conséquence sur le planning de réalisation.

20 - ETANCHEITE A L'AIR

Le bâtiment n'est pas soumis aux tests d'Etanchéité à l'air.

21 - RECEPTION

Les opérations préalables à la réception, les essais et consuels, la visite et la commission de sécurité, le nettoyage général, la remise des clés, la formation des utilisateurs, la remise des DOE, les levées de réserves, etc. s'effectueront conformément au planning élaboré conjointement par la maîtrise d'œuvre et l'OPC

L'entreprise assurera le bon fonctionnement, la maintenance et l'entretien des installations techniques (équipements, matériels, réseaux) jusqu'à la notification de la réception.

Les entreprises devront assurer à leur charge la protection contre les éventuelles détériorations de leurs ouvrages en phase travaux avant livraison du projet.

Essais à réaliser avant réception : auto contrôles

Essais particuliers :

Réceptions pour courants faibles suivant protocole accepté par le maître d'ouvrage, portes automatiques, alarmes, SSI etc....

Les certificats des essais réalisés seront à transmettre au Maître d'œuvre.

22 - LIMITES DE PRESTATION

EN L'ABSENCE DE TRANSMISSION DES RESERVATIONS EN TEMPS ET EN HEURE, LES PERCEMENTS ET REBOUCHAGES SERONT A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE DEFAILLANTE

LOT N°01 CHAPITRE 01 GROS OEUVRE	
A la charge du présent lot	A charge des autres lots
	LOT N°01 CHAPITRE 04 MENUISERIES INTERIEURES
- Pose des huisseries bois à incorporer dans voiles maçonnes	- Fourniture huisseries bois à incorporer dans voiles béton
	LOT 03 ELECTRICITE
<ul style="list-style-type: none"> - Les réservations dans les voiles seront à la charge du présent lot pour les diamètres strictement supérieurs à 80mm. - Calfeutrement et rebouchage des percements dans les murs maçonnes Cf1H. - Synthèse avec le lot Electricité pour mise à la terre structure métallique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Installations chantier : alimentation et comptage chantier, tableau principal chantier et alimentation base vie. - Installation chantier secondaire depuis le tableau général Gros œuvre, liaisons, coffrets chantiers et éclairages intérieurs bâtiments. - Plan de réservations et percements dans l'existant. - Carottage et perçement inférieur au diamètre 80 à la charge du lot ELECTRICITE. - Protections, alimentations et distribution générale ; câble laissé au droit des équipements principaux en attente avec 2 ml de mou. Raccordement aval par le lot concerné, raccordement amont au lot Electricité.
	LOT 02 PB CVC
<ul style="list-style-type: none"> - Les réservations dans les voiles seront à la charge du présent lot pour les diamètres strictement supérieurs à 80mm. - Calfeutrement et rebouchage des percements dans les murs maçonnes Cf1H. 	<ul style="list-style-type: none"> - Installations chantier : alimentation et comptage chantier, - Carottage et perçement inférieur au diamètre 80mm à la charge du lot PB CVC. - Plan des réservations et percements de diamètre supérieur à 80mm.

LOT N°01 CHAPITRE 02 CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS

A la charge du présent lot	A charge des autres lots
	LOT 03 ELECTRICITE
<ul style="list-style-type: none"> - Découpe selon les gabarits des luminaires encastrés réalisés par le lot Electricité dans les faux plafonds. - Fermeture des cloisons, faux plafonds et gaines après passage des lots fluides. - Ensemble des réservations sous contrôle du lot électricité. - Calfeutrement des réservations sous contrôle du lot électricité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipotentialité des ouvrages. - Tenue et suspension des luminaires dans faux plafonds. - Plan de repérage des trappes en faux plafonds et gaines techniques.
	LOT N°01 CHAPITRE 04 MENUISERIES INTERIEURES
<ul style="list-style-type: none"> - Traçage des cloisons - Traçage du trait de 1,00 sur ses ouvrages - Pose et réglage des huisseries dans ses ouvrages - Incorporation et calage des ouvrages de menuiseries (trappes, châssis fixes incorporés aux cloisons) - Les huisseries et tous les ouvrages de menuiseries à incorporer aux cloisons seront fournis par le titulaire du lot Menuiserie et entreposés dans un lieu de stockage à définir en cours de chantier. Elles seront posées et calées par le cloisonneur sous le contrôle du menuisier. 	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture des huisseries bois. - Fourniture des châssis bois (incorporés aux cloisons) - Implantation de ses huisseries, bâtis et trappes de visite.
	LOT 02 PB CVC
<ul style="list-style-type: none"> - Renforts en cloison nécessaires à la fixation d'accessoires et équipements divers, lavabos, barre de relevage, tous accessoires CVC - Réserves, découpes et percements nécessaires dans ses ouvrages pour permettre le passage et le raccordement des ouvrages des autres corps d'état (les bouches de ventilation, .). Tous les ouvrages annexes nécessaires à ce type d'intervention (renforts, cornières, équerres, etc...) sont à la charge du présent lot et inclus dans sa proposition. - Dans le cas d'une intervention dans les faux plafonds après leur pose, la dépose des plaques et ossature, l'entreposage, la repose et tous les travaux ou matériaux complémentaires nécessaires seront fournis et réalisés par le présent lot à la charge du 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan des réservations pour passage et/ou incorporation dans les cloisons et faux plafonds non démontables. - Plan de repérage des trappes en faux plafonds et gaines techniques. - Plan de repérage des renforts de cloison. - Fourniture et pose des grilles de ventilation en plafond (ou cloison). - Tenue et suspension des grilles de ventilation dans faux plafonds.

<p>corps d'état ayant demandé ou étant à l'origine de cette intervention.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fermeture des cloisons, faux plafonds et gaines après passage des lots fluides. - Ensemble des réservations sous contrôle du lot PCV. - Calfeutrement des réservations sous contrôle du lot PCV. - Découpes dans faux plafonds (au présent lot) pour pose des bouches par le lot CVC. 	
--	--

LOT N°01 CHAPITRE 03 PEINTURE	
A la charge du présent lot	A charge des autres lots
	LOT 02 PB CVC / LOT 03 ELECTRICITE
<ul style="list-style-type: none"> - Calfeutrement et protection des appareillages installés. - Peinture des réseaux apparents. 	

LOT N°01 CHAPITRE 04 MENUISERIES INTERIEURES	
A la charge du présent lot	A charge des autres lots
	LOT 03 ELECTRICITE
<ul style="list-style-type: none"> - Plans de repérage et caractéristiques des gâches électriques du contrôle d'accès. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le lot électricité fournit l'ensemble des alimentations électriques y compris transformateur de tension.
	LOT 01 CHAPITRE 02 CLOISONS /DOUBLAGES FAUX PLAFONDS
<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture et repérage des huisseries à incorporer dans les cloisons. - Les huisseries et tous les ouvrages de menuiseries à incorporer aux cloisons et faux plafonds seront fournis par le titulaire du lot Menuiserie et entreposés dans un lieu de stockage à définir en cours de chantier. - Plans des renforts à prévoir en cloisons à fournir au plaquiste. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pose et calage sous contrôle du menuisier des huisseries et tous les ouvrages de menuiseries à incorporer. - Renforts en cloisons.
	LOT 02 PB CVC
<ul style="list-style-type: none"> - Réserve pour l'encastrement des vasques dans 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de repérage et fiche technique des vasques à

les plans vasques.	<p>encastrer.</p> <p>- Pose et raccordement des vasques.</p>
--------------------	--

LOT 02 PB CVC	
A la charge du présent lot	A charge des autres lots
	LOT 03 ELECTRICITE
<ul style="list-style-type: none"> - Plan et tableau de repérage des besoins en alimentations spécifiques. - Raccordement au lot CVC des câbles laissés en attente par l'électricien. 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipotentialité des équipements de plomberie et CVC. - Alimentations de la totalité des équipements du lot CVC. - Fourniture, pose et asservissement des arrêts d'urgence
	LOT N°01 CHAPITRE 02 CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS
<ul style="list-style-type: none"> - Plan des renforts à prévoir en cloisons à fournir au plaquiste. - Traçage des gabarits des bouches encastrés dans faux plafonds. - La suspension et la tenue des ouvrages encastrés dans les faux plafonds (grilles de ventilation ou de désenfumage, etc...) est due par le corps d'état intéressé et devra être indépendante du faux plafond. - Plan de repérage des trappes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforts pour équipements plomberie et CVC en cloisons. - Fourniture et pose des trappes. - Découpes dans faux plafonds (au présent lot) pour pose des bouches par le lot CVC.

LOT 03 ELECTRICITE	
A la charge du présent lot	A charge des autres lots
	LOT N°01 CHAPITRE 02 CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS
<ul style="list-style-type: none"> - Traçage des gabarits des luminaires encastrés dans faux plafonds. - Suspension et tenue des ouvrages encastrés dans faux plafond (luminaires) au présent lot, indépendante du faux plafond. 	<ul style="list-style-type: none"> - Découpes dans faux plafonds (au présent lot) pour pose des luminaires par l'électricien.